

Coût du crédit et production de crédit en Nouvelle-Calédonie au 4^e trimestre 2015

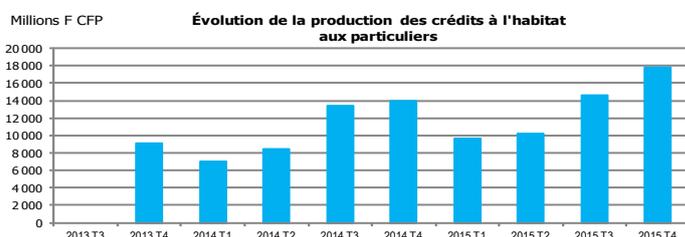
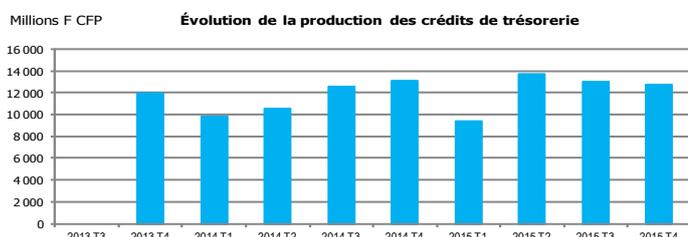
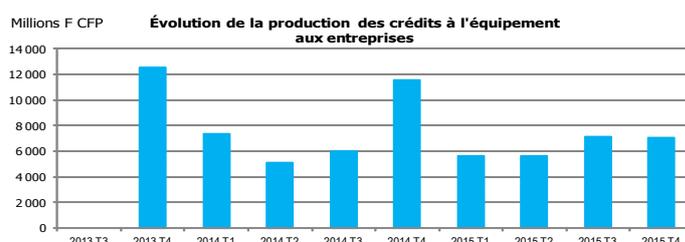
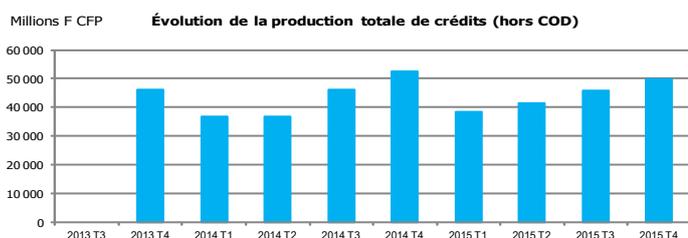
Au quatrième trimestre 2015, la **production de crédit** s'accroît de 8,7 % en glissement trimestriel. Cette progression provient des crédits à la construction consentis aux entreprises, mais surtout des crédits à l'habitat auprès des particuliers (respectivement +13,1 % et +21,9 %). La production de crédit se replie en glissement annuel pour s'établir à -5,3 %. Sur un an, la forte hausse des crédits à l'habitat et des crédits à la construction (respectivement +22,0 % et +17,9 %) ne permet pas de compenser la contraction du financement des créances commerciales et des crédits à l'équipement (respectivement -20,6 % et -15,3 %), signe du ralentissement de l'activité économique.

L'enquête sur le **coût du crédit aux entreprises** révèle des situations différenciées sur le trimestre : le taux moyen pondéré pour les découverts est orienté à la baisse, -8 points de base (pb). En revanche, le taux moyen pour les crédits à moyen et long termes se redresse de 26 pb (après -13 pb précédemment). En France métropolitaine, l'enquête fait ressortir une augmentation des taux moyens des découverts et des crédits à court terme. Les crédits à moyen et long terme sont pour leur part quasi stables en moyenne.

L'enquête sur le **coût du crédit aux particuliers** fait ressortir la baisse continue du coût des crédits à l'habitat (-14 pb sur trois mois, -56 pb sur un an). En revanche, le taux moyen pondéré des crédits à la consommation remonte sur le trimestre (+26 pb, -76 pb sur un an), alors que le taux moyen pondéré des découverts reste relativement stable (+2 pb, -26 pb sur un an). En métropole, le taux moyen pondéré des découverts poursuit son repli (-12 pb) alors que celui des crédits à l'habitat s'affiche en hausse (+11 pb) sur le trimestre.

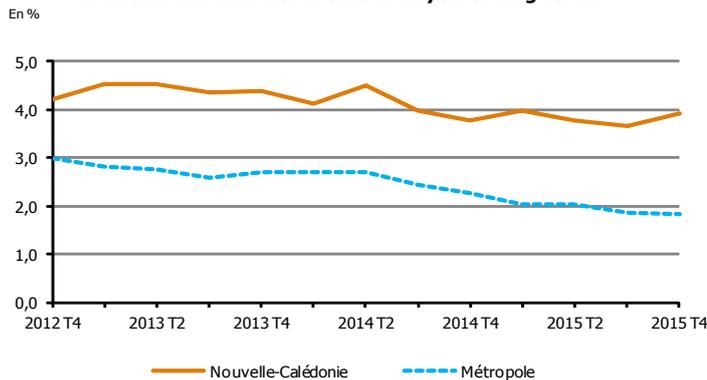
ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DE CRÉDIT

En millions de F CFP	Entreprises	Particuliers	Autres agents	TOTAL
Créances commerciales	5 078	0	6	5 084
Crédits de trésorerie	5 674	6 650	441	12 765
Crédits à l'équipement	7 046	0	26	7 072
Crédits à l'habitat	3 250	17 800	0	21 050
Crédit-bail et opérations assimilées	1 418	1 175	0	2 594
Autres crédits	1 058	143	100	1 302
TOTAL	23 524	25 768	573	49 865
Total trimestre T-1	22 093	23 649	149	45 891
Variation trimestrielle en %	6,5%	9,0%	n.s.	8,7%
Total trimestre T-4	29 033	21 993	1 603	52 629
Variation sur un an en %	-19,0%	17,2%	-64,3%	-5,3%

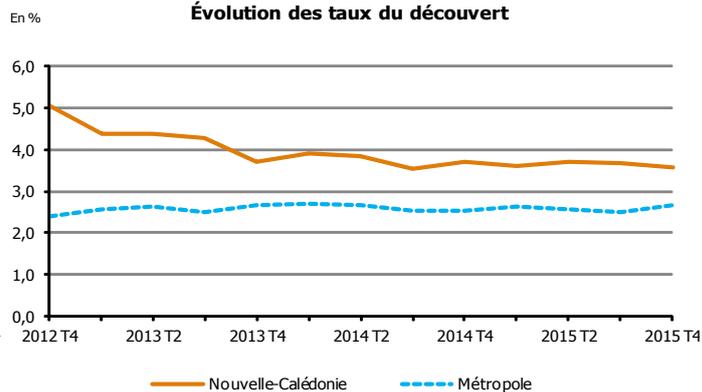


ÉVOLUTION DU COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

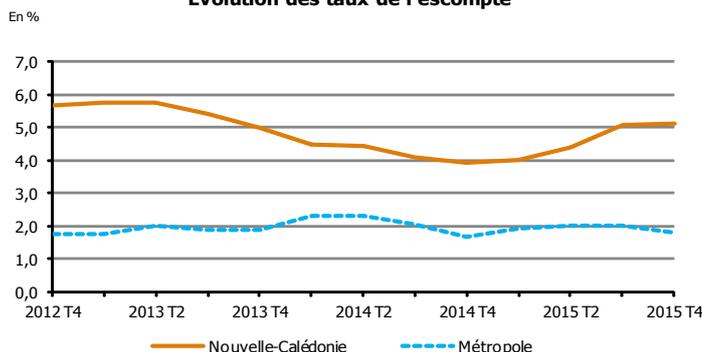
Évolution des taux des crédits à moyen et long terme



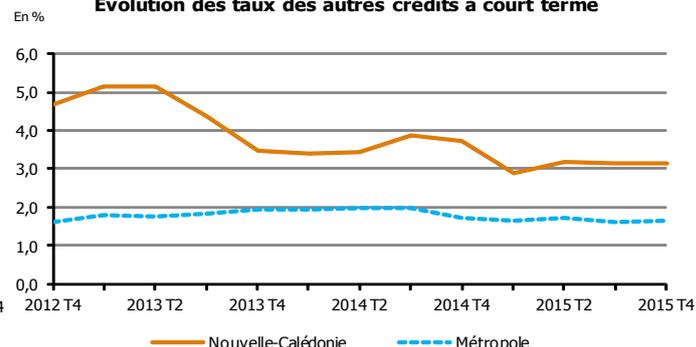
Évolution des taux du découvert



Évolution des taux de l'escompte



Évolution des taux des autres crédits à court terme



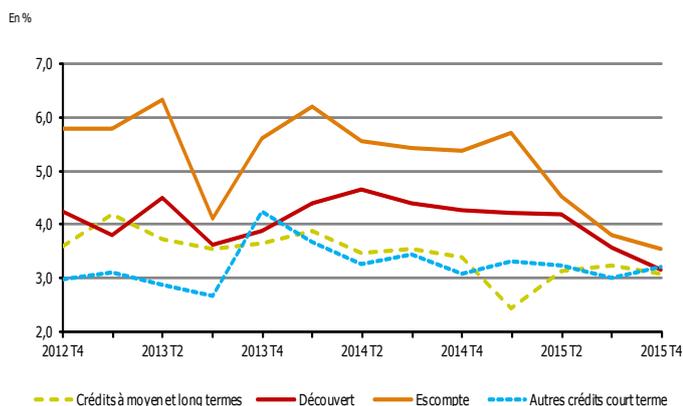
Taux moyens débiteurs en %	Taux moyen pondéré global		dont Tranche 1 : ≤ 1 819 K CFP		dont Tranche 2 : > 1 819 et ≤ 5 458 K CFP		dont Tranche 3 : > 5 458 et ≤ 9 096 K CFP		dont Tranche 4 : > 9 096 K CFP	
	Nouvelle-Calédonie	Métropole	Nouvelle-Calédonie	Métropole	Nouvelle-Calédonie	Métropole	Nouvelle-Calédonie	Métropole	Nouvelle-Calédonie	Métropole
Escompte										
2015 T3	5,07	2,00	7,30	3,16	5,81	3,50	5,79	2,73	3,91	2,61
2015 T4	5,10	1,82	6,71	3,32	5,52	4,13	5,62	3,82	4,38	2,27
Découvert										
2015 T3	3,66	2,49	10,06	9,77	8,03	5,84	6,12	4,96	3,14	3,79
2015 T4	3,58	2,65	10,12	9,93	5,57	6,26	5,98	4,58	3,03	3,93
Autres crédits à court terme										
2015 T3	3,14	1,60	5,60	2,39	4,21	2,35	n.s.*	2,48	2,79	2,10
2015 T4	3,15	1,66	5,27	2,45	4,84	2,37	n.s.*	2,52	2,96	2,14
Crédits à moyen et long terme										
2015 T3	3,66	1,86	6,05	2,14	5,16	1,95	4,57	1,91	3,32	1,93
2015 T4	3,92	1,84	6,15	2,05	5,54	1,92	5,14	1,96	3,47	2,05

NB : La répartition par tranche en milliers de F CFP est en fonction du montant du crédit octroyé.

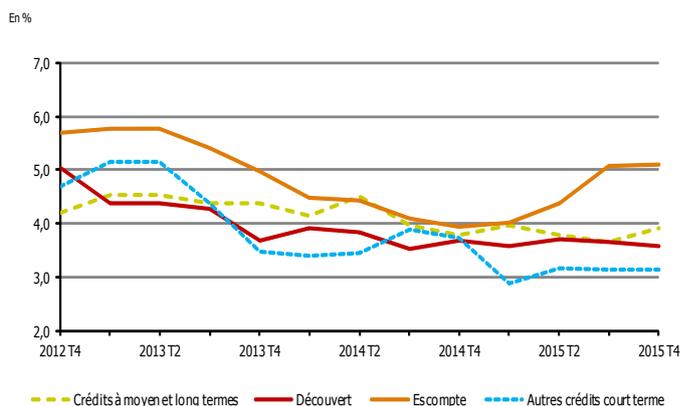
* Non significatif compte tenu d'un nombre d'observations insuffisant (inférieur à 20)

Évolution des taux moyens débiteurs par géographie

Polynésie française

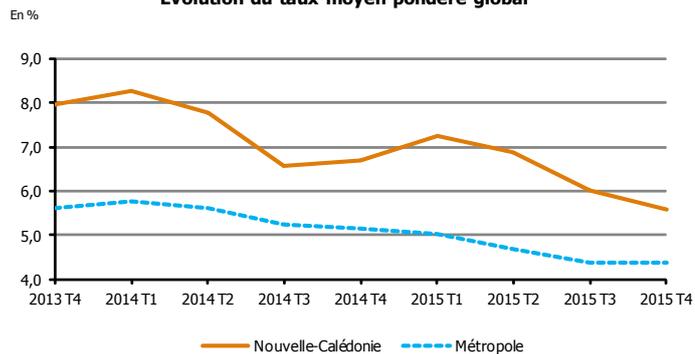


Nouvelle-Calédonie

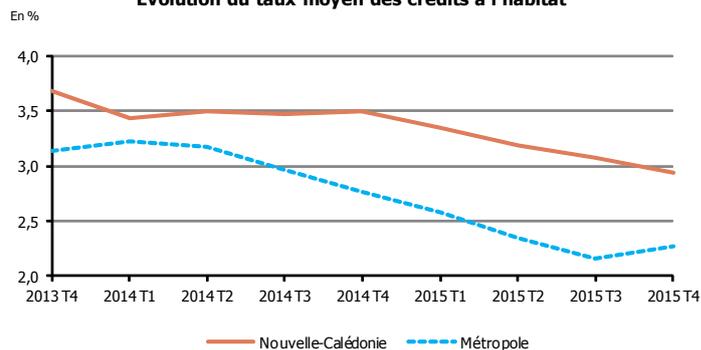


ÉVOLUTION DU COÛT DU CRÉDIT AUX PARTICULIERS

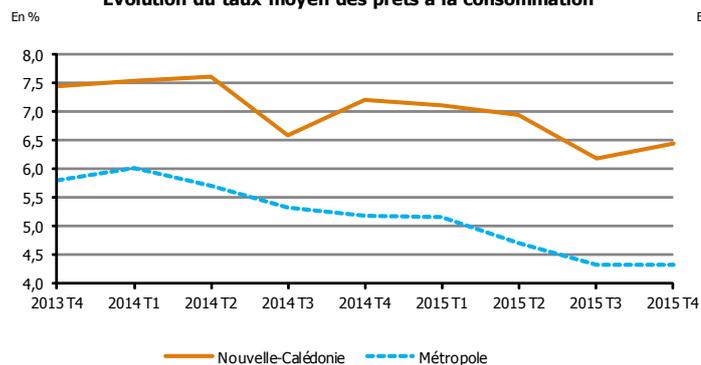
Évolution du taux moyen pondéré global



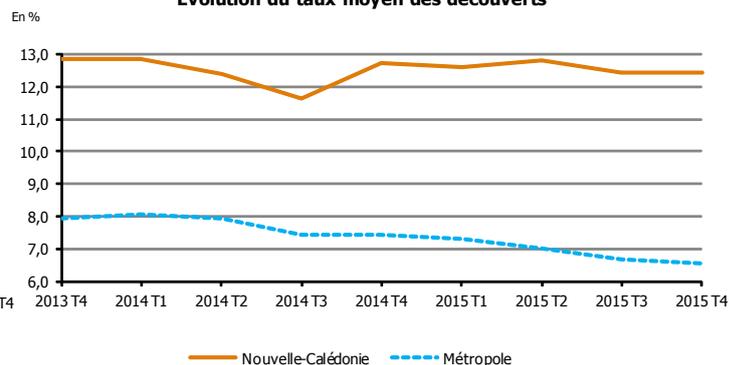
Évolution du taux moyen des crédits à l'habitat



Évolution du taux moyen des prêts à la consommation



Évolution du taux moyen des découverts



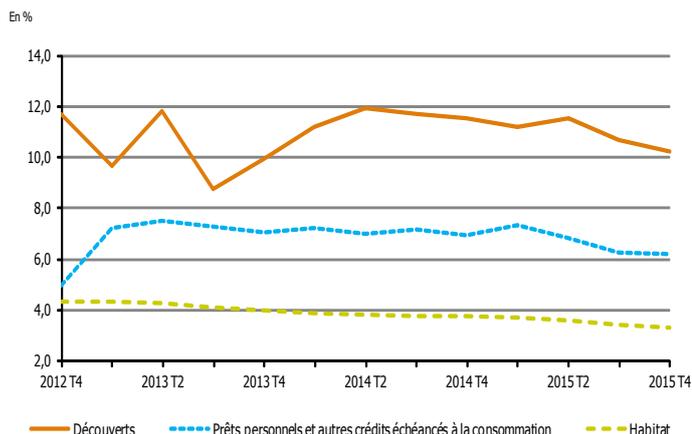
Taux moyen débiteurs en %										Variations	
		2014 T1	2014 T2	2014 T3	2014 T4	2015 T1	2015 T2	2015 T3	2015 T4	1 an	1 trim
Nouvelle-Calédonie	Découverts	12,87	12,38	11,62	12,71	12,62	12,83	12,43	12,45	-0,26	0,02
	Prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation	7,55	7,61	6,60	7,20	7,12	6,96	6,18	6,44	-0,76	0,26
	Habitat	3,43	3,50	3,47	3,50	3,35	3,19	3,08	2,94	-0,56	-0,14
	TMPG*	8,28	7,78	6,56	6,69	7,24**	6,88	6,03	5,58	-1,11	-0,45
Métropole	Découverts	8,05	7,95	7,44	7,45	7,31	7,02	6,68	6,56	-0,89	-0,12
	Prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation	6,02	5,72	5,32	5,19	5,17	4,70	4,33	4,32	-0,87	-0,01
	Habitat	3,23	3,17	2,96	2,77	2,58	2,34	2,16	2,27	-0,50	0,11
	TMPG*	5,77	5,61	5,24	5,14	5,02	4,69	4,39	4,38	-0,76	-0,01

* Taux moyen pondéré global

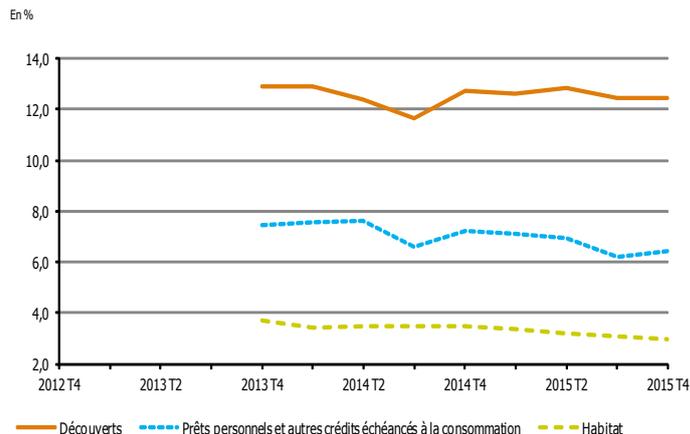
** TMPG de la Nouvelle-Calédonie progresse, malgré la baisse de ses principales composantes. Cette évolution contraire s'explique par un effet de structure, le poids des crédits à l'habitat (octroyés à des taux moyens nettement inférieurs à ceux des autres catégories) est en effet sensiblement plus faible qu'au quatrième trimestre 2014, période de l'année où la production de crédits à l'habitat est traditionnellement élevée.

Évolution des taux moyens débiteurs par géographie

Polynésie française



Nouvelle-Calédonie



MÉTHODOLOGIE

L'enquête sur le coût du crédit est réalisée auprès des établissements et des sociétés financières ayant leur activité en Nouvelle-Calédonie. Elle prend en compte les crédits nouveaux accordés au cours du trimestre aux sociétés non financières, aux entrepreneurs individuels ainsi qu'aux particuliers. L'enquête exploite 48 571 déclarations relatives aux crédits consentis au cours du quatrième trimestre 2015.

PRODUCTION DE CRÉDIT

Les données sur la production de crédit présentées dans cette note reprennent de façon exhaustive l'ensemble des crédits octroyés au cours du trimestre. Les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les crédits à l'équipement, les crédits à l'habitat, les comptes ordinaires débiteurs, les crédits-bails ainsi que les « autres crédits » sont décomposés pour chaque catégorie d'agent (entreprises, particuliers et « autres agents »).

COÛT DU CRÉDIT

Le calcul du coût moyen se fonde sur le taux effectif au sens étroit (TESE), c'est-à-dire la composante « intérêt » du taux effectif global (TEG). Les taux présentés dans cette note sont des taux moyens pondérés par le montant du crédit.

Les crédits aux entreprises sont définis de la façon suivante :

Les « crédits à court terme » désignent les crédits de durée inférieure ou égale à 2 ans, tandis que les « crédits à moyen et long terme » sont d'une durée initiale strictement supérieure à 2 ans.

La catégorie des « découverts » rassemble les découverts (au sens strict), ainsi que les crédits permanents (facilité de caisse).

La catégorie « escompte » regroupe l'escompte (au sens strict), les financements sur loi Dailly, les mobilisations de créances sur l'étranger et les autres créances commerciales.

Les crédits aux ménages sont définis de la façon suivante :

Les « crédits à l'habitat » intègrent l'ensemble des crédits à l'habitat des ménages et ce quelle que soit la période de fixation initiale du taux (PFIT)

Les « découverts » incluent toutes les utilisations de découvert enregistrées au cours du trimestre de référence. Le montant déclaré est le montant débiteur moyen constaté au cours du mois de référence.

Les « prêts personnels » incluent, en plus des prêts personnels, le financement des ventes à tempérament et les crédits revolving.

Les taux issus de moins de 30 observations sont signalés par un astérisque (*).

À la suite d'un changement méthodologique et des typologies des catégories de crédit intervenu en octobre 2013, les taux moyens par catégories calculés à partir de l'enquête du quatrième trimestre 2013 ne sont pas directement comparables avec ceux des enquêtes précédentes.